

- Camille Claudel, à La Couronne, manque de médecins, d'infirmiers ■ Le centre de crise ferme
- L'hôpital envisage une vaste réorganisation ■ Voudrait faire changer le regard sur la psychiatrie.

Psychiatrie: la grande misère



À l'entrée du site de Camille Claudel, le centre de crise va fermer. Pour Roger Arnaud, le directeur, et Stephan Soreda, le président de la CME, c'est le début d'une nécessaire réorganisation de la psychiatrie.

Photo Renaud Joubert

Jean-François BARRÉ
jf.barre@charentelibre.fr

On n'est plus dans le gras. On attaque l'os. » La formule est lapidaire. Elle est de Stephan Soreda, pharmacien et président de la commission médicale d'établissement de Camille Claudel. Elle résume la situation de crise que traverse le centre hospitalier spécialisé de La Couronne. L'établissement s'apprête à fermer, à la fin du mois, ses dix lits du centre de crise, implanté à l'entrée du site de La Couronne, qui abrite aussi l'accueil d'urgence qui seul restera ouvert. Le dernier patient entrera demain. « La qualité du service n'est pas re-

mise en cause, précise Roger Arnaud, le directeur de l'hôpital, qui a dû s'y résoudre. Mais nous n'avons pas les moyens de suivre toutes nos missions. » « C'est un crève-cœur, mais nous sommes dans une crise systémique, » lâche Stephan Soreda. L'hôpital est sinistré. L'hôpital psy, qui s'est toujours plaint d'être le parent pauvre de la médecine, est en train de sombrer. À l'heure de la fermeture du centre de crise, Camille Claudel s'en est ouvert à ses partenaires, médecins généralistes, établissements, associations de familles, Ehpad. « Il est important que les gens connaissent la situation », traduit Roger Arnaud. C'est une pénurie de médecins et de soi-

« On voit qu'une société va bien à la manière dont elle traite ses fous.

gnants. La démographie médicale a des conséquences encore plus cruelles sur l'établissement de La Couronne. Le directeur et le patron de la CME tirent la sonnette d'alarme : « Il nous reste dix médecins pour 350.000 habitants. C'est 50 % de l'effectif. Il manque vingt infirmiers sur un total de trois cents. On a une file active [le

nombre de patients vus en une année, NDLR] de 13.000 personnes qui se renouvelle par moitié tous les ans. Et des praticiens qui poursuivent leur activité jusqu'à la limite légale, 72 ans. Et on fait face à une demande qui augmente en santé mentale », qui regroupe le secteur psychosocial, davantage que psychiatrique. L'hôpital est dans l'impasse et ne pourra compter sur une embellie démographique. Au point que Roger Arnaud se met à envisager qu'un psychiatre ne puisse s'installer en libéral qu'après un séjournement d'au moins de deux ans à l'hôpital public. Sur la même ligne que la CGT qui ne varie que sur le quantum, cinq ans.

« Ce ne sont pas les lits qui soignent »

Plus réaliste, l'hôpital s'est engagé dans une série de restructurations, de réorganisation des services. Qui se traduit par la fermeture de lits, « mais ce ne sont pas les lits qui soignent », justifie Stephan Soreda. Plusieurs services ont déjà fermé. L'objectif revendiqué, c'est aujourd'hui de renforcer les partenariats, de favoriser la prise en charge ambulatoire, de développer par la suite l'hospitalisation à domicile.

« Nous avons déjà renforcé la trentaine de centres médico-psychologiques de Charente. On y a du temps de soin. Ils maillent le territoire, gèrent les soins de long terme et la détection. C'est le pivot de notre organisation, assure Roger Arnaud qui sait qu'il faudra inventer. La solution pourra aussi venir de l'émergence de nouveaux métiers. » Camille Claudel a déjà formé un

Parcoursup, catastrophe !

« Étendre Parcoursup aux métiers de la santé, c'est une catastrophe. » Roger Arnaud, le directeur, et Jérôme Raymond, le syndicaliste CGT, utilisent la même formule pour regretter les choix d'orientation proposés aux lycéens. Auparavant, seuls ceux qui avaient la vocation, envie d'une carrière de santé intégraient les Ifsi, instituts de formation en soins infirmiers. « On y retrouve aujourd'hui des candidats qui l'avaient mis en choix accessoire et qui se retrouvent en école par défaut », s'indigne Roger Arnaud. Parce que bien souvent, ces étudiants par hasard n'accrochent pas aux études quand ils prennent conscience du métier et de la formation. Et ils désertent. « Ce sont autant de places perdues » qui ne sont pas réattribuées. « Sans Parcoursup, regrette le directeur et le syndicaliste, à l'unisson, on aurait peut-être recruté des jeunes avec d'un peu moins bons dossiers, mais avec beaucoup plus de motivation. » Il y a urgence. Jusqu'alors, au moins six infirmiers psychiatriques sortaient chaque année de l'institut de formation qui jouxte Camille Claudel. En 2021, il n'y en a eu qu'un.

« case manager », un infirmier expérimenté, pivot de la prise en charge. « Une personne qui a la connaissance du dossier du patient, de son environnement. On fait aussi appel à des "pairs aidants", souligne Roger Arnaud. D'anciens malades, des patients formés et payés par l'établissement qui peuvent mettre à profit leur expérience auprès des malades. Une autre formation leur permet de devenir médiateurs santé pairs. Et ça marche très bien. » C'est « aller vers la personne dans son environnement ».

Grande cause nationale

C'est aussi une réorganisation qui, espère la direction, permettra aux psychiatres de se recentrer sur leur cœur de métier. « Et de le rendre plus attractif. En renforçant l'accueil d'urgence à Girac, qui pourrait permettre de ne faire que de l'urgence psychiatrique, mais dans un environnement d'hôpital général. » Tout comme développer des postes d'infirmiers de pratique avancée peut constituer un bout de la solution. Pour autant, la direction, les médecins, savent que leur système ne pourra fonctionner que si la société porte un regard différent sur la psychiatrie. « C'est toute l'ampleur du chantier », reconnaissent-ils. « C'est la première des conditions. C'est pour cela que l'on demande que la psychiatrie soit grande cause nationale. C'est déjà le début. On ne peut pas fonctionner tout seuls. On voit qu'une société va bien à la manière dont elle traite ses fous », assène Stephan Soreda.

Jérôme Raymond, CGT Santé

« L'hôpital s'écroule, c'est dramatique »

La file active s'allonge et les délais de prise en charge s'allongent. 50% d'effectif médecins, c'est ancien. Certains sont partis, des plus jeunes cherchent d'autres pratiques professionnelles. C'est dramatique. On a fermé 80 lits en un an et demi. Ils veulent créer un service d'hospitalisation à domicile ? C'est sept infirmiers de plus que les 20 qui manquent. » Le constat que fait Jérôme Raymond, délégué CGT Santé, est au-delà de celui de la direction. « Et cette direction a tout de même une feuille de route de l'ARS », l'Agence régionale de santé, tacle le syndicaliste face aux

fermetures de lits et d'unités. « Les médecins hospitalisent moins, comptent sur les CMP, les services sociaux, les instituts médico-éducatifs, l'ambulatoire. Mais la psychiatrie, fonctionne par vagues. Quand ça va se bousculer, avec un service d'admission en moins, un centre de crise en moins, comment fait-on ? »

Lui l'affirme, les infirmiers, les paramédicaux vivent mal la situation. « On sait que des soignants veulent partir. L'ambiance n'est pas au beau fixe. On sort de deux ans de covid où on a beaucoup sollicité les gens. » S'y ajoutent « les tensions, les rappels sur les congés, la difficulté à recruter

des psychologues. Il manque des médecins, les équipes se gèrent elles-mêmes. » Le constat est rude. « On ne pourra même pas bénéficier des sorties d'école des aides-soignants en juillet. La préfecture manque de personnel pour que les habilitations soient faites avant septembre. » Il sait aussi pointer les contradictions que vivent mal les soignants. « Quand un malade pète les plombs, ceux qui se demandent ce que font les psys sont les mêmes qui ne veulent pas qu'on les attache. Avec les nouvelles pistes de l'hospitalisation à domicile, ça ne va pas s'arranger. Pour nous, c'est une grosse bêtise. »